

**Syrie - Situation humanitaire -
Intervention de la représentante
permanente adjointe de la France
auprès des Nations unies - Conseil
de sécurité**

(New York, 30 mai 2017)

Monsieur le Président,

I. La situation décrite par M. O'Brien demeure extrêmement préoccupante, à plus d'un titre. J'en citerais au moins cinq.

i. D'abord, la violation de l'interdiction qui devrait être absolue de l'usage des armes chimiques doit continuer à révolter nos consciences. La France a transmis au conseil de sécurité le 26 avril dernier son analyse des circonstances du recours aux armes chimiques, le 4 avril dernier à Khan Cheikhoun. Cette analyse, menée par nos experts, est sans appel et conclut sans doute possible à l'implication des forces armées et de sécurité syriennes.

ii. Deuxièmement, les violences persistent sur le terrain malgré la signature de l'accord du 4 mai. Si leur niveau général s'est réduit au cours des dernières semaines, les incidents relevés, notamment dans les zones de Hama, de la Ghouta et de Deera, démontrent combien ce semblant de reflux est précaire. Les garants de la trêve ont pris la responsabilité de superviser sa mise en oeuvre : nous en appelons donc aux États garants du processus d'Astana, en particulier la Russie et l'Iran, pour qu'ils lui imposent effectivement au régime syrien l'arrêt complet des hostilités. L'amélioration de la situation sur le terrain est indispensable au succès des négociations en vue d'une transition politique à Genève sous l'égide des Nations unies.

iii. Troisième sujet de préoccupation, la situation humanitaire qui est loin de s'améliorer. Les blocages du régime pour l'accès des convois persistent, ainsi que ses sièges sur des localités tenues par l'opposition : plus de 620.000 personnes vivent toujours dans des zones assiégées. La France réitère son appel à la levée immédiate de ces sièges. L'aide doit aller à toutes les populations dans le besoin, où qu'elles soient sur le territoire syrien, dans le respect des principes humanitaires.

iv. Quatrième point, la mise en oeuvre des accords locaux d'évacuation, conclus par le régime après avoir affamé et assiégé des civils pendant de longues années, s'effectue généralement sans supervision internationale, et entraîne d'importants déplacements forcés de population. Comme le Secrétaire général l'a souligné dans son rapport, ces déplacements sont susceptibles de constituer des crimes de guerre, voire même des crimes contre l'humanité. Nous demandons à ce que ces accords, imposés par la force, cessent, que les évacuations se fassent dans le respect du droit international humanitaire, que les civils soient traités avec dignité, et, enfin, que le cessez-le-feu soit enfin pleinement et intégralement respecté.

v. Enfin, cinquième point, la situation des détenus qui est particulièrement préoccupante. Le dossier César parle de lui-même. Selon des informations dignes de foi, 500.000 personnes auraient été emprisonnées par les services de Bachar al-Assad depuis 2011. Les informations rapportées concernant l'utilisation possible par Damas d'un crematorium pour dissimuler l'étendue des exécutions sommaires perpétrées à la prison de Sednaya sont à examiner avec la plus grande attention.

Monsieur le Président,

II. Nous ne cessons de le répéter dans cette enceinte : le régime de Damas doit se conformer à ses obligations internationales et autoriser un accès complet, sûr, inconditionnel et sans entraves des Nations unies et de ses partenaires humanitaires aux personnes dans le besoin sur l'ensemble du territoire syrien. Ses soutiens doivent faire pression sur lui en ce sens.

Le régime syrien continue de refuser les lettres de facilitation pour le chargement des convois. Il n'y a aucune justification possible à cette situation. La responsabilité repose entièrement sur le régime de Damas qui persiste à refuser l'accès aux acteurs humanitaires et à utiliser la famine comme méthode de guerre.

Nous demandons à ce que les autorisations soient délivrées par le régime syrien afin de permettre aux convois humanitaires d'atteindre les populations.

Les attaques contre des hôpitaux, contre des installations médicales et contre des convois humanitaires, ainsi qu'à l'encontre d'installations scolaires et des lieux de vie se poursuivent. Le Secrétaire général a réitéré son appel à la saisine de la Cour pénale internationale. Toute la lumière devra être faite sur ces innombrables violations des droits de l'Homme et du droit international humanitaire.

Monsieur le Président,

III. Face à ce bilan dramatique, il est plus que jamais urgent de mettre en oeuvre une transition politique, dans le cadre des négociations de Genève.

La France réitère son plein soutien au processus de négociations mené à Genève sous l'égide de l'Envoyé spécial, conformément à l'agenda de la résolution 2354 et du communiqué de Genève. C'est la seule façon de mettre un terme aux souffrances du peuple syrien et au drame humanitaire qui se déroule sous nos yeux.

Plus que jamais nous réitérons l'urgence d'une solution politique aboutissant à une véritable transition en Syrie./.